



La crise aggrave la situation des étudiants

Problèmes de budget, détresse psychologique... Beaucoup d'étudiants connaissent des difficultés, selon les résultats de l'enquête de l'Observatoire de la vie étudiante

Avant la pandémie due au coronavirus, de nombreux étudiants présentaient déjà de grandes fragilités économiques et psychologiques. Et même si la situation « semblait s'améliorer », la crise sanitaire a « provoqué un coup d'arrêt brutal, qui aura des effets sur le long terme », explique Monique Ronzeau, présidente de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE), qui publie ce jeudi 28 janvier les résultats d'une vaste enquête, dont la dernière édition remontait à 2016.

Fruit d'une consultation de 100 000 étudiants, cette étude de référence a été réalisée au printemps 2020, pendant le premier confinement : elle porte sur l'année universitaire 2019-2020. Une enquête complémentaire, menée au début de l'été, aborde les effets spécifiques de la crise – de la pédagogie aux questions de santé ou de budget.

Ainsi, dès le printemps, une part importante de jeunes témoignaient de difficultés économiques : 26 % estimaient « ne pas avoir assez d'argent pour couvrir leurs besoins mensuels » : c'est beaucoup, mais c'est trois points de moins qu'en 2016. « On commençait à percevoir les effets des différents plans étudiants », observe Monique Ronzeau. Une tendance qui a été balayée par le premier confinement, puisque 36 % de ceux qui travaillaient ont alors perdu leur activité, avec une baisse mensuelle de revenus de 274 euros en moyenne. Les étudiants étrangers et les plus âgés sont les plus touchés.

Impact des cours à distance

« Le budget des étudiants s'est réorganisé autour de l'activité rémunérée : avant la pandémie,

40 % des étudiants en avaient une, détaille Monique Ronzeau. En soi, cela n'avait pas forcément d'impact négatif. Certains en tirent les bénéfices d'une expérience professionnelle. Mais ce modèle économique a été fortement chahuté par la crise. » Surtout pour ceux dont l'activité professionnelle était importante. « C'est là qu'est le terreau de la précarité », martèle la présidente de l'OVE, qui souligne l'arrêt quasi total de ces « jobs » depuis le printemps.

Dans la première vague de l'enquête, 64 % des étudiants s'estimaient « globalement satisfaits de leurs études actuelles », contre 60 % en 2016. Mais ce chiffre tombe à 39 % à la sortie du premier confinement, après des semaines de cours à distance. « On peut supposer que les choses se sont encore aggravées depuis », déplore Feres Belghith, directeur de l'OVE.

Côté logement, rien ne change entre 2016 et 2020 : un tiers des étudiants résident toujours chez leurs parents. Néanmoins, c'est leur santé mentale qui dégringole de façon inquiétante. S'il est important de rappeler qu'un peu plus des deux tiers d'entre eux se déclarent en bonne ou très bonne santé, ils sont 30 % à présenter des signes de détresse psychologique dans cette enquête, contre 20 % en 2016. Un chiffre à nuancer puisqu'ils ont été interrogés étant confinés.

« Chèque psy » et repas à 1 euro

« Dans tous les cas, on peut penser qu'on aurait noté une dégradation, tranche Feres Belghith. On l'observe depuis un moment et c'est une vraie particularité des étudiants : ils présentent d'importantes fragilités psychologiques

par rapport au reste de la population. » A l'issue du premier confinement, la moitié des étudiants disent avoir ressenti de la solitude ou de l'isolement. Là encore, force est d'imaginer que leur détresse morale a continué de s'aggraver – on sait par ailleurs que plus d'un tiers déclarent avoir renoncé à des soins au cours des douze derniers mois pour des raisons financières.

« Un état médical fragilisé a des conséquences concrètes sur ces étudiants », indique Monique Ronzeau. Le renoncement aux soins peut s'installer de manière chronique, c'est préoccupant pour la suite. » D'où un enjeu majeur de prise en charge : la création d'un « chèque psy », annoncée par le gouvernement, doit permettre aux étudiants en situation de mal-être de pouvoir consulter un professionnel de santé. « Reste à savoir si les mesures prises seront suffisantes », anticipe Feres Belghith – de même que la possibilité pour les étudiants d'accéder à deux repas par jour à 1 euro dans les restaurants des Crous.

« Il y a d'abord urgence à répondre à la crise, à prévenir un risque de décrochage universitaire massif, fait valoir la présidente de l'OVE. En plus des effets visibles immédiats, il faut réfléchir aux effets structurels. Quid, à terme, de la vie de campus et de la façon d'enseigner ? Des modèles de soutien aux étudiants ? » Et puisqu'il s'agit aussi d'avenir : 86 % des étudiants se déclarent « inquiets ou très inquiets » des questions de changement climatique. Dans cette perspective, un sur deux dit avoir déjà modifié ses habitudes alimentaires ou de transport. ■

LÉA IRIBARNEGARAY

